

L'UE maintient ses sanctions contre quatre personnalités burundaises

@rib News, 23/11/2021 - Source Agence Anadolu - Les sanctions avaient été décidées en 2015. L'Union européenne a renouvelé, pour une période d'un an, des sanctions prises en 2015 contre quatre personnalités burundaises en raison de leur implication dans des actes de violence, de répression, d'incitation à la violence ou dans le putsch manqué de mai 2015, a-t-on appris de sources concordantes.

Ces sanctions européennes portent sur les restrictions de déplacement et le gel de leurs avoirs, a rapporté lundi soir "La Libre Belgique". Les personnalités visées sont, d'une part, l'actuel ministre burundais de l'Intérieur G. Ndirakobuca, le chargé de missions de la Présidence Godefroid Bizimana ainsi que Mathias Joseph Niyonzima, alias Kazungu, agent du Service national des renseignements. Elles concernent, d'autre part, le général L. Léonard Ngendakumana, accusé d'avoir participé au putsch raté du 13 mai 2015 contre le défunt président Pierre Nkurunziza. Le 1er octobre 2015, au plus fort de la contestation contre le 3^e mandat du président d'alors Pierre Nkurunziza, l'Union européenne avait adopté des sanctions contre ces quatre personnalités pour leur implication dans des actes de violence, de répression, ou d'incitation à la violence. Alors que Gitega n'a pas encore réagi à cette décision européenne, l'opposition exulte. «Après la publication au journal officiel de l'UE de la décision de renouvellement des mesures restrictives prises par l'UE contre certains proches du général du président burundais, Evariste Ndayishimiye pour leur rôle dans les crimes, j'exprime ma satisfaction», a déclaré via twitter l'opposant en exil Jérôme Mirindi. Burundi a plongé dans la violence depuis l'annonce fin avril 2015 de la candidature du président Nkurunziza à un 3^e mandat qui, selon l'opposition, la société civile et jusqu'à une partie de son propre camp, violait la Constitution et l'Accord d'Arusha ayant mis fin à la guerre civile (1993-2006). Les autorités avaient dénoncé, en mai 2015, une tentative de coup d'Etat militaire et réprimé, un mois plus tard, des manifestations quasi-quotidiennes à Bujumbura. Mais depuis, aucun affirmant que le Burundi connaît un calme relatif, depuis l'élection, en juin 2020, du nouveau président, Evariste Ndayishimiye.